
LONDRES – ATLAS II, Groupe thématique 3 : L'Internet mondial : la perspective de l'utilisateur – Séance 4
Dimanche 22 juin 2014 – 15h00 à 16h30
ICANN – Londres, Angleterre

WOLF LUDWIG:

Soyez les bienvenus de nouveau dans notre séance de cette après-midi. Après l'introduction d'hier après-midi où nous avons eu une présentation de notre thématique en fonction de la présentation de Jean-Jacques et de Fatima. On a eu ensuite un débat très intéressant l'après-midi puis on est rentrés dans davantage de détails, on a vu d'autres aspects ce matin et maintenant nous en sommes à un point critique où il nous faut parvenir à une conclusion et à des recommandations politiques.

Comme on l'a dit ce matin, nos conclusions et nos recommandations politiques serviront de contribution au rapport final. Donc, le rapport final serait incomplet sans les conclusions des contributions du groupe thématique 3. L'exercice le plus difficile qu'il nous revient de faire cette après-midi après un long débat et un débat intensif que nous avons eu au cours de ces dernières heures, c'est de résumer les idées, les suggestions et les préoccupations émanant du débat que nous avons eu pour parvenir à des conclusions très concrètes et à des recommandations très concrètes.

Glen et Judith, les rapporteurs, ont pris des notes, nous avons maintenant une présentation Powerpoint avec une conclusion très brève du débat et Jean-Jacques va maintenant vous les présenter et

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

ensuite il nous faut voir si cela reflète réellement l'essence même du débat qu'on a eu, s'il manque des choses d'après vous parce que c'est le moment de faire des suggestions ou des propositions concrètes d'ajout.

Voilà un petit peu comment nous allons procéder, tout le monde à compris? Nous avons une heure et demie, un peu moins maintenant, pour organiser ce débat. Donc, essayez d'être aussi précis que possible, s'il vous plait, dans vos interventions.

Très bien, Jean-Jacques, pouvez-vous s'il vous plait commencer avec cette présentation de la première diapo et des premières notes.

JEAN-JACQUES SUBRENAT:

Oui, merci Wolf. Étant donné que nous allons fonctionner de cette manière, je vais faire de mon mieux. Je crois que l'objectif de notre exercice cet après-midi, c'est de reprendre toutes les contributions générales des personnes ici présentes et des personnes à distance pour que cela s'intègre dans le rapport et peut-être aux recommandations, de ce groupe thématique au niveau supérieur, c'est à dire le président de l'ALAC.

Tout cela va s'intégrer dans le processus de l'ATLAS 2 comme étant le résultat de nos travaux de cette dernière journée et demie ou de ces deux derniers jours. Je vais souligner certains aspects qui en raison de mon expérience sont plus pertinents que d'autres mais c'est à vous réellement de faire les principales contributions.

WOLF LUDWIG: Sur la problématique 2 qui devrait apparaître sous peu à l'écran, Jean-Jacques, pourriez-vous développer un petit peu sur le fond de la problématique 2.

JEAN-JACQUES SUBRENAT: Bien, vous ne pouvez pas le voir à l'écran, je m'en excuse. Problématique 2: « Il existe des différences entre les pays en développement et les pays développés quand aux utilisateurs finaux... ». Là, déjà, j'ai un petit problème avec la terminologie qui est utilisée ici. Pour ma part je suggérerais qu'il existe des différences entre les économies émergentes et d'autres économies pour ce qui concerne les utilisateurs finaux. Je ne sais pas très bien ce que ça veut dire, peut-être utilisateurs généraux de l'Internet.

« En termes de: infrastructure, accès, en particulier le haut débit, accessibilité, par exemple pour les personnes handicapées, le coût et la qualité des services et les contrats commerciaux entre les fournisseurs d'accès Internet et les gouvernements ».

Deuxième point: « Ces différences affectent les utilisateurs finaux », encore une fois ce terme, « en termes d'activités en ligne, de création de contenu local et d'innovation et d'alphabétisme en ligne ». Avec la permission du modérateur, j'aimerais faire une remarque personnelle, à savoir que tout cela est vrai, tout cela est précis, correct, si ce n'est la terminologie, mais je pense que c'est statique et je ne pense pas que cela représente

une véritable contribution de ce groupe de travail thématique parce que ça n'est que descriptif, on ne dit pas ce que l'on attend de cela et vers quoi nous voulons tendre.

Peut-être qu'on pourrait approfondir cela, notamment lorsque l'on va analyser le point 2. Autre point important, la contribution d'Aziz ce matin qui disait que tous les éléments, l'infrastructure, l'accès, l'accessibilité, les coûts, la qualité de service, les contrats commerciaux, etc., sont tous importants.

D'ailleurs, j'ajouterais la contribution de notre collègue de l'Arménie, qui a dit qu'en est-il des contenus locaux et de l'éducation pour rendre tout cela possible? Tous ces éléments doivent être considérés comme un ensemble d'une manière générale parce que sinon, comme on l'a dit ce matin, dans certains pays, on donne à chaque enfant un ordinateur, parfait, mais qu'en est-il de l'accès, est-ce qu'il est garanti? Qu'en est-il du contenu? Est-ce que tout le monde va pouvoir être formé à l'âge de cinq ans? Est-ce que ça c'est la culture? Est-ce que c'est l'éducation? Voilà les véritables questions et je suggérerais d'ajouter une phrase pour souligner le besoin d'adopter une approche globale à ces préoccupations qui sont légitimes: accès, accessibilité, etc. Mais il faut souligner également le besoin de prendre en considération les intérêts des utilisateurs finaux, de la part des institutions, des gouvernements, de l'ICANN, etc.

Ces différences affectent les utilisateurs finaux en termes d'activité en ligne, de création de contenu local, d'innovation, etc. Tout cela est indéniable, c'est vrai et ça je ne le toucherais pas. Peut-être que je le développerais un peu plus, mais je suis d'accord avec cette rédaction,

donc voilà ce que je pourrais faire de manière improvisée chère Gunela et Wolf pour vous occuper un petit peu, pour occuper la salle, mais malheureusement je ne peux pas poursuivre ce discours pendant quinze minutes donc il faut intervenir.

WOLF LUDWIG:

Merci Jean-Jacques, j'espère que nous allons maintenant pouvoir voir la première diapo à l'écran pour pouvoir en parler avec vous. Vous voyez ci, deuxième partie, la mouture de la partie 1 n'est pas encore prête donc on va commencer par la première partie et on va revenir ensuite à la deuxième partie, à la première partie pardon.

Mais j'ai un œil critique sur ce texte qui reflète le processus de nos débats, pas dans tous les détails de ce débat bien entendu, parce qu'il est difficile de résumer un débat de six heures, mais il reprend les points essentiels.

Maintenant, si vous regardez de près les modifications de rédaction qui ont déjà été suggérées par Jean-Jacques pour éviter les termes tels que « pays développés » et « sous-développés » ou « en voie de développement ».

Pouvons-nous revenir à cette partie-là? Y a-t-il des commentaires, des suggestions dans la salle? Y a-t-il des commentaires? Quelqu'un souhaite intervenir là-dessus? Vous êtes tous satisfaits de cette rédaction? Ah, ça me surprenait qu'il n'y ait pas de réaction, de la part de Sergio surtout.

SERGIO SALINAS PORTO: Merci. Je suis proactif Wolf, hein. Attends, je vais attendre que tu mettes tes écouteurs, ça y est? Nous y sommes?

Je disais Wolf que je suis proactif, c'est pour ça que je parle beaucoup et j'ai deux problèmes, je suis Argentin en plus. Alors, je voulais réagir par rapport à ce qu'a dit Jean-Jacques. D'abord, je suis d'accord pour qu'on dise pays « émergents » plutôt que pays « en développement », « développés », etc. Deuxième point, on parlait « d'alphabétisation numérique » quelque part, je préférerais parler « d'appropriation numérique » parce qu'on s'approprie des droits qui sont les nôtres d'ores et déjà, le droit à utiliser les nouvelles technologies. Voilà ce que je voulais dire, je préférerais parler d'appropriation numérique et non pas d'alphabétisation numérique.

WOLF LUDWIG: Un autre commentaire ici à droite.

AIDA NOBLIA: Par rapport à la question de l'Uruguay. Il y a un problème de frappe. Il y a un programme complet qui inclut la formation et la fourniture d'ordinateurs mais on forme les élèves et les enseignants. Il ne s'agit pas simplement de fournir un ordinateur par enfant, bien entendu. Ça a un impact sur les familles parce qu'en formant les enfants, les enfants forment leurs propres familles, mais c'est un ensemble, c'est un programme global, il ne s'agit pas simplement de fournir un ordinateur à chaque enfant et j'aimerais que cela soit spécifié, c'est un programme global qui ne se limite pas simplement à fournir un ordinateur à chaque

enfant. Il faudrait le dire, c'est un problème de formation des nouvelles technologies qui inclut l'accès à un ordinateur, ça fait partie du programme.

WOLF LUDWIG: Oui, merci, c'est exactement ce que l'on vous demande, on ne veut pas rentrer trop dans le détail, on veut parvenir à des recommandations.

AIDA NOBLIA: L'exemple concret, c'est que le programme, c'est un programme de formation qui inclut la fourniture d'un ordinateur, c'est ce que je voudrais corriger sur le texte à l'écran.

WOLF LUDWIG: Pouvez-vous corriger s'il vous plait Glen. Rapide réaction de Jean-Jacques?

JEAN-JACQUES SUBRENAT: Oui, il y a beaucoup d'exemples de ce type de programmes et je ne parlais ou je ne pensais à aucun pays en particulier, je ne regardais pas l'écran, je ne pensais pas à votre pays en particulier en disant cela.

AIDA NOBLIA: Je prends les critiques de manière positive, je fais ces observations et ces commentaires dans un esprit positif.

WOLF LUDWIG: Oui, merci beaucoup. De l'autre côté de la salle, une personne souhaite intervenir.

PASTOR PETERS: Le dernier point, rétablir la confiance vis-à-vis de l'Internet et autonomiser les utilisateurs finaux à participer au développement des politiques. Là, je parlerais d'utilisation d'Internet parce que ça varie d'un pays à un autre. Dans certains pays, il faut payer si on veut parler de cela, de réduire les coûts pour autonomiser les utilisateurs de l'Internet.

WOLF LUDWIG: Oui, je sais que cet aspect qui concerne les coûts vient plus tard. Donc il est inclus, mais pas dans cette partie-là. Là, je ne parlerais pas de coût dans la partie autonomisation parce qu'on a parlé des coûts lorsqu'on a parlé d'accessibilité.

JUDITH: La confiance liée à la cybercriminalité et à la manière dont... et le manque de confiance pour les gens qui se connectent à Internet. Je pense que, ce que vous dites, c'est important mais c'est lié à une autre question.

WOLF LUDWIG:

Y-a-t'il d'autres commentaires dans la salle? Nous avons inclus ce qui a été dit jusqu'à présent pour la version révisée. Dois-je comprendre que vous êtes d'accord avec ce résumé et avec les conclusions que vous voyez ici à l'écran? Sergio à nouveau?

Là, il me semble qu'ils représentent des meilleures pratiques pendant encore quelques temps. C'est un cas où là, il me semble qu'il soit justifié de noter le nom de ces pays en tant que meilleures pratiques. Vous n'êtes pas d'accord? Vous êtes d'accord? Non? Certains ne sont pas d'accord.

Je vais vous poser la question, est-ce que c'est une question de discrimination parce que mon pays n'est pas nommé, ne veut pas que d'autres pays soient nommés?

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE:

Non, vous savez votre suggestion devrait être basée sur les rapports officiels de l'UIT par exemple. Vous avez une perception de la situation et vous avez les rapports officiels, vous ne vous basez pas sur des recherches.

WOLF LUDWIG:

Non, désolé, je suis désolé, il y a une contradiction, donnez-moi un pays qui a une loi comme celle du Brésil? Donnez-moi le pays de ce pays? Que ce soit dans les rapports de l'UIT ou quoi que ce soit?

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE: Vous savez, la Norvège est en premier dans le rapport de l'UIT parce qu'ils ont fait de grands progrès dans leur cadre juridique. Vous avez Singapour aussi qui est bien placé, donc moi je serais très prudent en ce qui concerne les noms de pays qui apparaissent dans notre déclaration...

WOLF LUDWIG: Ah mon dieu!

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE: Oui, vous avez combien d'autres questions à traiter?

WOLF LUDWIG: Quatre, quatre transparents?

GLENN MCKNIGHT: Nous avons quelques transparents à vous présenter basés sur ce dont on a débattu, nous avons été au déjeuner également lorsqu'on est revenus, on a eu trois ou quatre minutes pour regarder ces transparents, donc je crois que ce n'est pas tout, donc vous allez voir certaines choses qui manquent parce qu'on est pas encore arrivés aux transparents, donc nous faisons de notre mieux pour tout mettre sur ces transparents, mais, une chose, est-ce que vous pouvez nous donner ce rapport, monsieur, vous parlez d'un rapport de l'UIT est droits numériques, je crois qu'on peut mettre ça en note en bas de page.

GUNELA ASTBRINK: Comment allons-nous utiliser le temps qu'il nous reste? Nous devons terminer à 16h30 et nous avons eu un très bon débat sur ces questions et nous avons véritablement besoin de couvrir ces questions telles qu'elles sont sur les transparents et je crois que nous sommes proches de ces informations, mais entretemps, est-ce que Fatima vous voudriez peut-être nous parler un petit peu de la participation à distance?

FATIMA: C'est un commentaire qui a été posté par Diego Acosta Bastida. Il était dans la salle ce matin. Diego nous dit qu'il demande en représentant la Culture pour des ...

JEAN-JACQUES SUBRENAT: N'oubliez pas qu'il s'agit de principe, de politique, de recommandation, donc il faut que vous disiez à vos gouvernements, à vos autorités locales et régionales, etc. Il y a vingt ans on parlait de plomberie, de transport public, etc. Aujourd'hui, on parle vraiment de l'Internet et des droits de l'utilisateur.

WOLFLUDWIG: Merci beaucoup Jean-Jacques de cet excellent résumé, de vos remerciements. Pour moi, il me reste à faire quelques annonces maintenant, d'intendance, on va avoir une pause-café, je vous demande d'être de retour pour la plénière à l'heure et ensuite nous aurons l'occasion d'écouter les participants aux autres séances, les

contributions également de notre propre séance qui seront présentées par Jean-Jacques, merci.